

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article : 16

### Proposition d'amendement au protocole:

**Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Karel de Gucht, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention**

**Qualité : - Membre - Suppléant**

---

Afin de renforcer la confiance mutuelle entre les autorités compétentes des Etats membres et de garantir l'efficacité des instruments communs de coopération policière et judiciaire, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des lois et lois-cadre comportant des règles minimales portant sur:

- l'admissibilité des preuves dans l'ensemble de l'Union ;
- la définition des droits des personnes dans la procédure pénale dans le respect des droits fondamentaux ;
- les droits des victimes de la criminalité ;
- d'autres éléments spécifiques de la procédure pénale, qui seront identifiés préalablement par ~~le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen,~~  
~~conformément à la procédure législative~~ **par le Parlement européen et le Conseil conformément à la procédure législative ; le Parlement européen et le Conseil statuent en l'espèce à une majorité qualifiée renforcée (à déterminer)**

---

### Explication éventuelle :

Le recours à l'unanimité constitue, dans une Union à 25 ou plus d'Etats membres, une exigence exagérée. Il est dès lors préférable d'avoir recours à la procédure législative générale assortie de majorités renforcées, y compris pour la détermination des autres éléments spécifiques de la procédure pénale devant faire l'objet de règles minimales.

